

5^{c.} Journal du Lot 5^{c.}

ORGANE RÉPUBLICAIN DU DÉPARTEMENT

Paraissant les Mercredi, Vendredi et Dimanche

Abonnements

	Ces prix doivent être doublés pour l'édition quotidienne.		
	3 mois	6 mois	1 an
CAHORS ville.....	»	»	8 fr.
LOT et Départements limitrophes.....	3 fr.	5 fr.	9 fr.
Autres départements.....	3 fr. 50	6 fr.	11 fr.

Les abonnements se paient d'avance
Joindre 50 centimes à chaque demande de changement d'adresse

Rédaction & Administration

CAHORS. — 1, RUE DES CAPUCINS, 1. — CAHORS

A. COUESLANT, Directeur | L. BONNET, Rédacteur en chef

L'Agence HAVAS, 8, Place de la Bourse, est seule chargée, à Paris, de recevoir les Annonces pour le Journal.

Publicité

ANNONCES (la ligne).....	25 cent.
RÉCLAMES.....	50 —

Les Annonces judiciaires et légales peuvent être insérées dans le Journal du Lot pour tout le département.

VOIR LES DÉPÊCHES AU VERSO

LA GUERRE

LA SITUATION

La double attitude du Chancelier. Bethmann est la proie offerte aux colères des partis. Aux divisions allemandes les Alliés opposent une union reconfortante. — M. Wilson prépare une nouvelle Note. — Le ministère d'archéologues ! — Sur les fronts.

L'Allemagne continue à se réjouir des assassinats de ses sous-marins. Pourtant, devant la colère grandissante des Neutres et de l'Amérique en particulier, le Chancelier paraît vouloir tempérer l'ardeur des pirates. Il dit au pays : nous pourrions la guerre sous-marine à outrance, tandis qu'il laisse entendre à Washington que l'Allemagne tiendra ses promesses faites à M. Wilson.

C'est la politique du chaud et du froid, la seule qui permette à M. Bethmann-Holweg de sauvegarder son maroquin.

Il faut bien le reconnaître, la situation du Chancelier devient difficile.

La fureur allemande, devant l'échec croissant des armées du Kaiser, grandit. Le pays s'étonne de ne plus être le maître des événements. Il ne comprend pas. A qui s'en prendre ? Logiquement, c'est auprès de son « vieux Dieu » qu'il devrait protester. Il ne le peut. Ce serait proclamer que la Providence, dont le Kaiser se réclame, s'est prononcée contre lui, que le peuple allemand n'est pas la nation élue par le Seigneur pour dominer le monde, que le droit et la justice sont du côté de ses ennemis...

Par orgueil, dit notre confrère Laporte, les Boches recherchent parmi eux les responsables de la situation qui leur est faite. Si l'échec de leur guerre n'était pas dû à des fautes de leurs dirigeants, il ne serait explicable que par une supériorité de l'ennemi. Voilà ce que les Allemands ne veulent pas avouer. Que l'Allemagne soit la plus forte, c'est un dogme qui reste hors de discussion. Pourtant, elle n'a pas triomphé. Quelles raisons à cela ?

Et, alors, ils se dénoncent réciproquement. Ils se disputent entre eux avec une violence croissante, s'accusant de faiblesse, d'incapacité et d'impuissance. C'est la faute au Chancelier. Contre celui-ci presque tous s'accordent. Il est la proie offerte aux colères des partis, à la fureur du populaire. Pendant qu'on déchire Bethmann, Guillaume est épargné. La campagne acharnée dont il est l'objet est un exutoire. Faute de Kaiser, on mange du Chancelier. Les Allemands ne sont pas dégoûtés.

On l'accuse d'être l'auteur de tous les maux. Il a discrédité l'Allemagne avec son mot sur le « chiffon de papier ». Dans son discours du 4 août 1914, il a sottement avoué l'injustice commise à l'égard de la Belgique, rendant impossible toute tentative de justification. Il ment mal ; il est fourbe maladroitement. Il est dépourvu de cette habileté dans la malhonnêteté indispensable à tout chef de gouvernement allemand.

Mais, surtout, pourquoi n'a-t-il pas encore abattu l'Angleterre ? Voilà le suprême grief. Le malheureux Chancelier voudrait bien, lui ; mais l'Angleterre ne veut pas. C'est très embêtant. Parbleu, s'il suffisait de prendre un engagement, M. de Bethmann ne se ferait pas prier ! Seulement, son embarras commencerait au moment où il s'agirait de tenir ce qu'il aurait promis. L'Angleterre a le mauvais goût de se défendre et, comme le constate le général boche von Armin, l'armée britannique devient de jour en jour plus redoutable. Sa flotte est invincible et voilà qu'elle pousse l'audace jusqu'à descendre les Zeppelins qui tentent de la bombarder. Alors ? Quoi faire ?

C'est autour de cette question, plus facile à poser qu'à résoudre, que l'on se dispute au Reichstag allemand depuis le 28 septembre dernier. Ce jour-là, ce fut la rentrée publique, immédiatement suivie d'un huis clos rigoureux où les choses vont vraisemblablement si mal qu'on n'envisage pas la possibilité d'une reprise de la session... A ces discordes intestines de l'Allemagne, il est reconfortant d'opposer l'unanimité de la France et de ses alliés qui ne se manifeste pas seulement dans les mots.

Lendemain de torpillages intensifs ! M. Wilson travaille. Il rédige une Note nouvelle qui rejoindra le stock collectionné par le Kaiser.

Les gens bien informés prétendent que le Président des Etats-Unis dira en substance : Le gouvernement Yankee ne discute pas la légalité des torpillages faits au large des côtes américaines, mais il les voit avec la plus profonde inquiétude et il considère que la guerre sous-marine, dans ces parages, peut menacer des existences américaines et, par suite, porter atteinte aux relations amicales entre les deux pays...

C'est du moins là le sens des télégrammes qui nous arrivent de New-York.

M. Wilson est la prudence même ! Nous espérons, cependant, pour l'honneur des Neutres, que la Note aura une autre allure... Et puis, comme le commerce productif des Etats-Unis est intéressé à voir la voie libre, nous aurons peut-être, là, un motif supplémentaire... IMPORTANT qui déterminera les Américains à parler ferme à Berlin.

Les gens d'affaires sont toujours énergiques !

L'invraisemblable ministère de « vieux parchemins » que Constantin a mis sur pied pour couvrir sa politique personnelle fait, pour ses débuts, bien piètre figure.

Contraints de capituler devant toutes les demandes de l'Entente, ces savants professeurs — tous francophones ou jésuitiquement germanophiles — se berçaient de l'espoir que leur hypocrite soumission faciliterait la reprise des rapports avec les Alliés. Ces derniers n'ont que faire de rentrer en conversation avec un vague ministère de vague concentration dépourvu de toute autorité morale. Il est possible que les ambassadeurs de l'Entente acceptent d'adresser la parole à ces doctes professeurs pétris d'archéologie et de science allemande, mais ce sera pour leur dicter des ordres précis qu'il faudra scrupuleusement exécuter.

Le gachis n'en continuera pas moins à exister dans le pays. De cela, l'Entente n'a cure. Elle prétend écarter tous les dangers qui pourraient menacer le corps expéditionnaire. Le surplus n'offre, pour elle, aucun intérêt.

Pendant ce temps, le triumvirat s'efforce de sauver l'Hellade d'une lamentable déchéance. Le gouvernement s'organise, la Chambre illégalement dissoute, va être convoquée et la mobilisation générale décrétée par M. Venizelos. Comme l'a parfaitement dit le grand Crétois, c'est seulement en se plaçant aux côtés de la Serbie, que la Grèce peut sauver son honneur.

Sur tous les fronts l'action croît encore en intensité. Il est visible que l'Entente voudrait frapper, ici ou là, un gros coup avant l'hiver ; comme les Austro-Allemands ont l'indiscutable désir d'écraser la Roumanie afin de remonter pour quelque temps le moral des Barbares.

En France, la lutte d'artillerie ne se ralentit point ; les Anglais qui prétendent entamer en ce moment — si on en croit un télégramme de Londres — la plus violente offensive déclanchée jusqu'à ce jour, paraissent résolus à écraser toute la résistance ennemie sous un effroyable déluge de fer et de feu.

Le Morning Post est convaincu que « la campagne d'hiver sur tout le front occidental sera pour les Allemands la plus terrible campagne de leur histoire. Leurs abris souterrains voleront en éclats, leurs canons seront démolis, ils n'auront de repos ni jour ni nuit. Et cette campagne continuera jusqu'à ce que la machine militaire allemande soit réduite en miettes. » Voilà qui promet !

En attendant, l'action se poursuit avec acharnement et, toujours, avec un plein succès.

En Italie, nos alliés continuent à remporter de brillantes victoires contre un ennemi puissamment retranché sur des terrasses successives qu'il est presque impossible d'aborder. Il s'agit là, vraisemblablement, du préluce heureux d'une action de grande envergure sur laquelle les jours qui vont suivre ne tarderont pas à nous fixer.

L'action dans les Balkans devient très sérieuse. Il faut considérer l'ensemble des fronts nord et sud, car les deux sont solidaires, en raison du formidable intérêt que Berlin a d'empêcher l'écrasement de la Bulgarie.

Or, tandis qu'en Macédoine l'opération marche selon nos desirs, il est incontestable que les Roumains ont eu quelques déboires.

Ils ont dû évacuer presque toute la Transylvanie centrale et méridionale pour se replier sur leurs cols, dont un ou deux seraient même au pouvoir des Austro-Allemands.

La situation n'est donc pas brillante sur ce point. Par contre, à l'est, en Dobroudja, l'armée de Mackensen est en mauvaise posture, par suite de la formidable pression de l'armée Russo-Roumaine.

Il faut voir les choses telles qu'elles sont : l'Allemagne, par un effort inouï, a constitué une armée puissante qu'elle a lancée sur la Roumanie dans l'espoir d'obtenir, sur ce théâtre, un gros succès avant toute intervention utile des Alliés.

Il serait puéril de supposer que l'Entente n'a pas prévu les desseins d'Indenburg. Il est donc vraisemblable qu'à l'heure actuelle les Russes ont dû envoyer en Roumanie les contingents nécessaires pour contrarier les plans de Berlin. Et, comme l'a affirmé M. Asquith, dans son remarquable discours à la Chambre des Communes, les Roumains peuvent compter sur le concours complet et efficace des Alliés.

Il ne faut donc rien exagérer. Mais il faut prévoir et parer le coup violent que l'homme aux clous s'efforce de frapper prochainement avec une particulière énergie.

Enfin, en Russie, une partie décisive se joue en Volhynie et en Galicie.

L'envoyé spécial du Journal, Paul Erio, qui fournit, dans un long télégramme d'intéressants détails sur cette lutte, affirme que tous les efforts Austro-Allemands seront vains. Nos ennemis ont multiplié, dans ces secteurs, la grosse artillerie ; ils ont fait appels à toutes les ressources dont ils peuvent disposer et n'hésitent devant aucun sacrifice. Ils parviennent à retarder l'offensive de nos alliés ; ils sont impuissants à l'arrêter. La confiance du commandement Russe est absolue. De l'avis des critiques militaires qui suivent les opérations, le général Broussiloff nous ménage de nouvelles et heureuses surprises... Sachons attendre !

d'artillerie qui par moment, ont été très violents, notamment dans le secteur de Morval-Bouchavesnes et Chaulnes.

Le travail de nos avions à Metz

De la grande gare de Metz il ne reste autant dire rien debout, les pylônes de fer sont tordus et les rails arrachés. Le splendide quartier qui avoisine la gare a également très souffert ; les belles maisons de pierre de taille, pour la plupart décorées de sculptures, ont subi la pluie des bombes qui ont percé les murs les plus épais ; l'incendie a complété l'œuvre de destruction.

La monumentale poste n'existe plus. Le boulevard de l'Empereur-Frédéric est même complètement bouleversé, et l'anéantissement de la caserne des Bavarois est également un fait accompli. Ce ne sont que ruines.

La colossale statue de l'empereur Guillaume I^{er} de Hohenzollern, le fier vainqueur de Sadowa, qui a été érigée sur l'esplanade, est totalement brisée.

Les effets de notre bombardement d'Essen

Les dégâts causés par les deux avions français Beauchamps et Daucourt, qui ont survolé Essen, ont été graves. La ville des Krupp a été interdite pour dix jours à l'effet de pouvoir faire disparaître les traces trop visibles des dommages occasionnés au grand centre allemand de matériel de guerre.

Le parti radical

Le parti radical a décidé de se réunir en séance plénière le dimanche 22 octobre 1916. A cette séance, seront convoqués tous les parlementaires — sénateurs et députés — adhérents au parti et tous les délégués régulièrement mandatés par le dernier congrès du parti.

L'invitation à cette séance plénière est faite sous la signature de M. Franklin-Bouillon, député de Seine-et-Oise au titre de président du bureau du Comité exécutif.

Nous croyons savoir que, au cours de cette réunion, en dehors des communications et compte rendu de travaux, une double déclaration des groupes parlementaires du parti au Sénat et à la Chambre sera envisagée.

Le parti radical n'a, depuis la guerre, tenu aucune assemblée.

Sur le front italien

Communiqué officiel

Dans la zone du mont Pasubio, nous avons repoussé de violentes attaques contre le mont Spil et le mont Corno et le long des pentes sud du Boite. Ensuite nos troupes ont attaqué de fortes positions ennemies entre Sette-Croci et le Boite et ont réussi à accomplir des progrès, malgré les graves difficultés du terrain et l'opiniâtre résistance de l'ennemi ; elles ont fait 32 prisonniers.

Dans la nuit du 11 au 12 octobre et le matin suivant, l'adversaire a lancé de nouvelles et violentes contre-attaques, notamment vers le Sober (Gorizia), au sud de Novavilla et sur la hauteur de la cote 144, sur le Carso. Il a été repoussé chaque fois avec des pertes très lourdes.

Sur le front d'un seul bataillon, dans les lignes du Sober, 400 cadavres ennemis ont été trouvés.

Dans l'après-midi, nos troupes, par un bond vigoureux, ont conquis sur le Carso le terrain en avant de la ligne ennemie prise d'assaut les jours précédents et elles ont atteint les pentes à l'ouest de Pecinka et les premières maisons de Loinizza et de Hudlog.

Nous avons fait 400 prisonniers, dont une dizaine d'officiers.

Signé : CADORNA.

Les Autrichiens préparent leur départ de Trieste

On mande de Berne à l'agence Stefani : « Il y a quelque temps, à Trieste, on a mis en ordre les archives politiques ; ces documents ont été emballés et expédiés à Vienne. Les caisses publiques ont été vidées et, régulièrement, tous les dix jours, on envoie à Vienne les fonds disponibles. Le Mont-de-Piété vient d'an-

noncer que les gages des prêts seront envoyés au dépôt de Vienne. Les personnes qui voudraient les dégager doivent faire vite. »

Sur le front roumain

Communiqué officiel

Front nord et nord-ouest : Dans la vallée supérieure de l'Uzul, à l'ouest de la frontière, une attaque ennemie a été repoussée.

Notre cavalerie a repoussé, dans le défilé de Magherus (Imaghyares), à l'ouest d'Oltuzi, six attaques de l'infanterie ennemie.

La douane de Crasna, vallée de Buzou nous avons repoussé de façon sanglante une attaque de l'ennemi, qui a été obligé de se retirer.

A Sossain, ouest de Prédéal, et à Prédéal, l'ennemi a été repoussé et s'est retiré.

A l'ouest de Caineni, nous avons repoussé une attaque de nuit de l'ennemi.

Les opérations roumaines

La cause essentielle de la retraite des Roumains de leurs positions en Transylvanie a été la supériorité numérique des Austro-Allemands. Actuellement, des renforts considérables ont été envoyés.

Les troupes roumaines tiennent solidement les crêtes des Carpathes et les défilés où elles résistent avec des avantages qui sont signalés par le communiqué d'aujourd'hui.

Le roi prend personnellement la conduite des opérations.

Une émeute dans une fabrique d'armes

Le « Berner-Tagwacht » croit savoir que des troubles ont éclaté à la fabrique d'armes Sleyer, en Autriche, où 24.000 ouvriers se seraient révoltés.

Des troupes tchèques seraient intervenues et auraient tiré sur la foule. 700 ouvriers auraient été tués.

Déclaration de M. Venizelos

« Le gouvernement ne considère pas que la Grèce cesse d'exister. La Grèce est toujours en état démocratique avec un roi à sa tête, mais avec deux gouvernements, dont un appuyé par la majorité du peuple. Le roi Constantin est sorti des limites fixées par la constitution. »

« Le gouvernement provisoire, a ajouté M. Venizelos, combattra aux côtés de l'Entente pour remplir les obligations envers la Serbie et effacer la tache faite à l'honneur grec. »

« Nous espérons que notre départ d'Athènes ferait comprendre au roi qu'il marchait obstinément sur la mauvaise route ; mais, maintenant, cette espérance est dissipée. Graduellement, l'autorité qui reste à Athènes disparaîtra. »

L'exécution des mesures exigées par l'Entente

Le ministre des communications a désigné un fonctionnaire supérieur qui sera chargé de s'entendre avec les officiers alliés au sujet de la police et du contrôle des chemins de fer.

Le ministre de l'intérieur a mandaté les présidents des Ligues de réservistes et leur a recommandé de dissoudre ces Ligues ; il a ordonné, en outre, de renforcer la police dans le but d'assurer le maintien de l'ordre.

L'impression est considérable et l'ordre parfait.

L'internement de la flotte grecque était indispensable

Les dépêches d'Athènes disent que la remise de la note de l'amiral Dartige du Fournet au gouvernement grec n'a pas causé à Athènes l'émotion de surprise qui se serait produite dans des circonstances ordinaires. Tout le monde savait que les officiers partisans de l'Entente avaient été retirés de la flotte et remplacés par des officiers adversaires de l'Entente ; enfin, il y avait eu en Thessalie, sur les dernières des armées alliées, un commencement de concentration de troupes grecques, de canons, d'approvisionnement et de matériel venus d'Athènes et d'ailleurs.

CHAMBRE DES DÉPUTÉS

Séance du 13 octobre 1916

PRÉSIDENCE DE M. DESCHANEL

M. Dalbiez pose une question au sous-secrétaire d'Etat à l'Intendance au sujet de la crise des transports des vins.

M. Thierry répond que cette crise est passagère et l'incident est clos.

M. Mourier développe une interpellation sur la révision des sursis d'appel.

Pas d'incorporation nouvelle, dit-il, avant l'utilisation légale et complète de tous les effectifs déjà incorporés. Il constate que dans les usines, il y a trop d'hommes jeunes, non spécialisés qui pourront être remplacés par des R. A. T. ou par des femmes.

Il y a 244.000 hommes du service armé qui occupent des fonctions sédentaires où ils pourraient être remplacés. M. Mourier demande la révision des sursis d'appel.

M. Landry donne lecture d'un document qui ordonne de procéder à des visites collectives d'auxiliaires ; il proteste contre cette violation de la loi.

M. Thomas, sous-secrétaire d'Etat aux munitions promet de faire tous ses efforts pour que l'armée ne manque pas de matériel ni de munitions. Il examinera la question du remplacement des ouvriers jeunes dans les usines.

La suite de la discussion est renvoyée à vendredi prochain.

CHRONIQUE LOCALE

L'accaparement des vins

Les vendanges sont terminées : le vin nouveau bout dans les cuves.

Combien le paiera-t-on, cette année, demande-t-on ? Et à cette question, pas de réponse précise. On ne sait pas, les intéressés ne veulent pas le dire. Cela dépendra du cours. M. de la Palisse aurait parlé ainsi.

Mais les spéculateurs n'ignorent pas que c'est le moment favorable pour eux de faire les provisions : ils parcoururent déjà les campagnes, achètent à un fort prix les vins encore en ébullition.

Ils n'ont pas le temps d'attendre que les vins soient faits : la spéculation opère.

Tant mieux, dit-on, pour les viticulteurs qui sans dérangements, trouvent à vendre cher leur vin : eh oui, mais s'il est vrai que la raffe se fait sur une grande échelle, il y a des chances pour que les acheteurs aient combiné quelque manœuvre dont bientôt pâtiront les consommateurs.

L'accaparement des vins est un fait acquis, à l'heure actuelle : dans un grand nombre de communes de notre région, les grands courtiers se sont abattus et ont emporté les vins.

L'opération est-elle licite ? Les pouvoirs publics ne prendront-ils pas de mesures pour enrayer cette spéculation ?

Déjà, il y a quelques semaines, on espérait que le prix du vin allait très sensiblement diminuer. Or, cet espoir pourrait bien être déçu.

Il fallait s'attendre à quelque manigance de la part des spéculateurs, mais on était en droit de croire que malgré tout, le prix du vin, cette année, descendrait d'un bon tiers. Or, pris chez le propriétaire, le vin nouveau a été payé jusqu'à 150 fr. la barrique.

La réquisition ne le paiera certainement pas ce prix : quel est donc, alors, le but que poursuivent ces acheteurs ?

Vont-ils mettre en réserve tous ces vins payés fort cher, de façon à le remettre sur le marché quand l'accaparement sera complet ?

Il semble bien, en constatant leurs agissements, que c'est bien là le but qu'ils veulent atteindre.

Cependant, les consommateurs, ces éternels fondus, ne méritent donc pas d'être défendus dans leurs intérêts ?

Le Parlement a refusé de taxer le vin : dans sa dernière réunion encore, la Commission viticole de la Chambre a repoussé cette taxation.

Alors, ce sera donc la prime à la spéculation, ce seront toujours les consommateurs qui écopent ?

Exploités, volés, ruinés, les consommateurs auront comme ressource de saluer bien bas, après la guerre, les accapareurs enrichis. Hélas !

